RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT CANTON DE LODÈVE

COMMUNE DE LODÈVE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ACTES CONSEIL MUNICIPAL DU 14 OCTOBRE 2025

numéro CM_251014_17

L'an deux mille-vingt cing, le guatorze octobre,

Le Conseil municipal, dûment convoqué le huit octobre deux mille vingt-cinq, s'est réuni en session ordinaire, salle du conseil de l'Espace Marie-Christine BOUSQUET, sous la Présidence de Gaëlle LEVEQUE.

nombre de membres	
en exercice	29
présents	21
exprimés	28
vote	
pour	28
contre	0
abstention	0

Présents:

Gaëlle LEVEQUE, Ludovic CROS, Nathalie ROCOPLAN, Gilles MARRES, Monique GALEOTE, Ali BENAMEUR, Marie-Laure VERDOL, Isabelle PEDROS, Claude FERAL, Michel PANIS, Jean-Marc SAUVIER, Ahmed KASSOUH, Edith POMAREDE, Damien ALIBERT, David BOSC, Fadilha BENAMMAR KOLY, Thibault DETRY, Joana SINEGRE, Magali STADLER, Damien ROUQUETTE, Françoise CAUVY.

Absents avec pouvoirs:

Didier KOEHLER à Jean-Marc SAUVIER, Nathalie SYZ à Ludovic CROS, Fatiha ENNADIFI à Monique GALEOTE, David DRUART à Nathalie ROCOPLAN, Claude LAATEB à Joana SINEGRE, Christian RICARDO à Magali STADLER, Marie Pierre CAUMES à Damien ROUQUETTE.

Absente:

Izia GOURMELON.

OBJET : Intégration de parcelles privées communales du secteur entée sud de la ville dans le domaine public communal

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), et en particulier les articles L2111-1 et suivants relatifs au domaine public,

CONSIDÉRANT que certaines parcelles appartenant à la Commune, actuellement classées dans le domaine privé communal, constituent des voiries ou des dépendances de voirie utilisées par le public, dans le secteur entée sud de la ville,

CONSIDÉRANT que ces parcelles, affectées à la circulation ou à l'usage du public en tant que voie ou dépendance de voirie communale, répondent aux conditions prévues par l'article L2111-1 du CGPPP pour leur intégration dans le domaine public communal,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à leur classement dans le domaine public communal afin de régulariser leur situation juridique au regard de leur affectation effective,

Ouï l'exposé de Gaëlle LEVEQUE et après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- ARTICLE 1 : APPROUVE l'intégration dans le domaine public communal des parcelles communales, ci-après désignées, actuellement classées dans le domaine privé, et constituant des voiries ou des dépendances de voirie :
 - parcelle cadastrée section AK, numéro 424, sise abords routiers de l'avenue du Général DE GAULLE, d'une superficie de six-cent-cinquante-sept mètres carrés (657 m²),
 - parcelle cadastrée section AK, numéro 425, sise abords routiers de l'avenue du Général DE GAULLE, d'une superficie de mille-six-cent-soixante-et-un mètres carrés (1 661 m²),
 - parcelle cadastrée section AK, numéro 427, sise abords routiers de l'avenue du Général DE GAULLE , d'une superficie de mille-quatre-cent-soixante-dix-huit mètres carrés (1 478 m²),
 - parcelle cadastrée section AK, numéro 420, sise rue des anciens combattants d'Afrique du Nord d'une superficie de six-cent-quarante-et-un mètres carrés (641 m²),

- parcelle cadastrée section AK, numéro 418, sise abords routiers de la rue des anciens combattants d'Afrique du nord, d'une superficie de trois-cent-dix-neuf mètres carrés (319 m²),
- parcelle cadastrée section AK, numéro 421, sise allée Danièle MITTERRAND, d'une superficie de cinq-cent-cinq mètres carrés (505 m²),
- parcelle cadastrée section AK, numéro 413, sise allée Danièle MITTERRAND, d'une superficie de quarante-neuf mètres carrés (49 m²),
- parcelle cadastrée section AK, numéro 411, sise allée Danièle MITTERRAND, d'une superficie de cent-dixhuit mètres carrés (118 m²),
- parcelle cadastrée section AK, numéro 414, sise allée Danièle MITTERRAND, d'une superficie de six-centquarante-sept mètres carrés (647 m²),
- parcelle cadastrée section AK, numéro 419, sise allée Danièle MITTERRAND, d'une superficie de quinze mètres carrés (15 m²),
- ARTICLE 2 : AUTORISE le Maire, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tous les documents y afférents,
- ARTICLE 3 : DIT que le présent acte sera transmis au service du contrôle de légalité, notifié aux tiers concernés, publié selon la réglementation en vigueur et inscrit au registre des actes.

Pour extrait certifié conforme au registre des actes.

Accusé de réception en préfecture 34-213401425-20251014-lmc121306-DE-1-1 Date de télétransmission : 15/10/25 Date de publication : 20/10/2025 Date de notification aux tiers : Moyen de notifications aux tiers :

Le quatorze octobre deux mille vingt-cinq Le Maire, Gaëlle LEVEQUE





